

Accord national

**CLASSIFICATION D'EMPLOIS ET DÉTERMINATION DES SALAIRES MINIMA
DANS LES INDUSTRIES DU BOIS POUR LE BÂTIMENT
ET LA FABRICATION DE MENUISERIES INDUSTRIELLES,
CHARPENTES ET CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISÉES
(28 juin 2002)**

(Etendu par arrêté du 10 juillet 2003,
Journal officiel du 22 juillet 2003)

AVENANT N° 8 DU 17 MARS 2011

RELATIF AUX CLASSIFICATIONS, SALAIRES ET PRIMES POUR L'ANNÉE 2011

NOR : ASET1150962M

PRÉAMBULE

Les signataires conviennent que les dispositions contenues dans ce présent accord annulent et remplacent toutes dispositions contenues dans la convention collective des menuiseries, charpentes, et constructions industrialisées et des portes planes et dans tout accord collectif de branche antérieur ayant même objet.

TITRE I^{ER}

CHAMP D'APPLICATION

Les organisations patronales et syndicales représentatives au niveau national signataires du présent accord rappellent que ce dernier s'applique à toutes les entreprises répondant aux activités suivantes classées sous 16.23Z (anciennement 20.3Z) en application des accords paritaires des 3 décembre 1991, 21 décembre 1994, 27 octobre 1995, 20 novembre 1996 et 28 juin 2002 :

- charpentes et structures industrialisées en bois dont fermettes, lamellé-collé, poutres, poutrelles, panneaux-caissons, coffrages, écrans ;
- charpentes traditionnelles industrialisées en bois ;
- bâtiments industrialisés dont maisons ossature bois, bâtiments préfabriqués légers ou éléments de ces bâtiments, en bois ;
- éléments d'agencement intérieur en bois ;
- menuiseries industrialisées ;
- portes planes et blocs portes.

TITRE II

MONTANTS DE LA RAG ET DE LA PRIME D'ANCIENNETÉ

Article 1^{er}

Rémunérations annuelles garanties

Conformément aux dispositions des articles 7 et 10 de l'accord du 28 juin 2002, le barème de la rémunération annuelle garantie applicable en 2011 (base horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif en moyenne sur l'année) est le suivant.

1.1. Classification d'emplois ouvriers et employés

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT hiérarchique	RAG
I	Unique	100	16 381
II	1	115	16 393
	2	120	16 402
	3	125	16 439
III	1	135	16 569
	2	140	16 721
	3	150	16 894
IV	1	160	16 992
	2	170	17 218
	3	180	17 488
V	Unique	190	19 790

1.2. Classification d'emplois techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT hiérarchique	RAG
V	1	185	18 460
	2	190	19 790
	3	210	21 649
VI	1	230	23 711
	2	265	27 319
	3	300	30 927
VII	Unique	310	31 960

1.3. Classification d'emplois cadres

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT hiérarchique	RAG
VII	1	305	31 444
	2	310	31 960
VIII	1	345	35 567
	2	375	38 133
	3	420	43 299
	4	480	49 834

Article 2

Prime d'ancienneté

Elle figure en annexe I du présent accord.

Cette grille entrera en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature de l'accord.

Article 3

Egalité salariale hommes-femmes

Les parties signataires conviennent que la présente négociation vise également à continuer de définir les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

A cette fin, au sens des articles L. 3221-2, L. 3221-3, L. 3221-4 et L. 3221-5 du code du travail, un diagnostic des écarts éventuels de rémunération entre les femmes et les hommes est en train d'être établi sur la base du rapport prévu à l'article D. 2241-7 du code du travail.

Il a par ailleurs été engagé par l'observatoire prospectif des métiers et qualifications dans les industries du bois pour la construction et la fabrication de menuiseries industrielles, une étude quantitative qui porte sur l'actualisation de ce constat, son approfondissement et son évolution, pour identifier les actions à mettre en œuvre pour l'avenir, notamment dans les domaines suivants :

Le positionnement des femmes et des hommes en matière d'emploi et de qualification.

La part des hommes et des femmes en contrat de travail à temps plein, en contrat de travail à temps partiels et en contrat d'intérim.

La formation professionnelle réalisée par les hommes et les femmes.

Article 4

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent à la partie patronale d'effectuer le dépôt auprès des services compétents du ministère du travail et au greffe du conseil des prud'hommes de Paris ainsi que les procédures de demande d'extension du présent accord.

Article 5

Clause de sauvegarde

En cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires qui rendrait inapplicable une quelconque disposition du présent accord, des négociations s'ouvriraient sur l'initiative de la partie la plus diligente pour examiner les possibilités d'adapter le présent accord à la situation nouvelle ainsi créée.

Article 6

Clause de dénonciation

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties signataires avec un préavis de 3 mois. La dénonciation est notifiée par son auteur aux autres signataires de l'accord par lettre recommandée avec avis de réception et doit donner lieu à dépôt.

Article 7

Adhésion

Les organisations professionnelles ou syndicales qui ne sont pas signataires du présent accord pourront y adhérer, conformément notamment aux dispositions du code du travail, en le notifiant

par courrier recommandé avec avis de réception auprès des signataires. Copie de la notification sera déposée conformément à la loi.

Fait à Paris, le 17 mars 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FIBC ;

UFME.

Syndicat de salariés :

FNCB CFDT.

ANNEXE I

Grille des montants mensuels de la prime d'ancienneté applicable au premier jour du mois qui suit la signature de l'accord

A. – Grille ouvriers et employés

Base : 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT hiérarchique	ANCIENNETÉ				
			3 ans	6 ans	9 ans	12 ans	15 ans
I	Unique	100	35,79	71,60	107,39	143,19	178,98
II	1	115	36,72	73,47	110,19	146,92	183,65
	2	120	37,04	74,08	111,13	148,18	185,22
	3	125	37,35	74,71	112,05	149,41	186,77
III	1	135	37,97	75,95	113,92	151,90	189,87
	2	140	38,29	76,57	114,86	153,13	191,42
	3	150	38,91	77,81	116,71	155,62	194,53
IV	1	160	39,53	79,05	118,59	158,10	197,64
	2	170	40,15	80,30	120,45	160,59	200,74
	3	180	40,76	81,55	122,30	163,08	203,84
V	Unique	190	45,47	90,95	136,42	181,90	227,39

B. – Grille techniciens et agents de maîtrise

Base : 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT hiérarchique	ANCIENNETÉ				
			3 ans	6 ans	9 ans	12 ans	15 ans
V	1	185	44,28	88,55	132,83	177,13	221,39
	2	190	45,47	90,95	136,42	181,90	227,39
	3	210	50,27	100,52	150,79	201,05	251,32
VI	1	230	55,06	110,10	165,15	220,19	275,25
	2	265	63,43	126,86	190,27	253,70	317,13
	3	300	71,80	143,61	215,40	287,21	359,01
VII	Unique	310	74,20	148,39	222,60	296,79	370,98